

COMMUNE de STOTZHEIM
 Arrondissement de SÉLESTAT-ERSTEIN
 Canton de BARR

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 30 mars 2023
 à 20 h 00

Sous la présidence de Jean-Marie KOENIG, Maire.

Étaient présents :

Les Adjoints : Anne DIETRICH

Les Conseillers municipaux : Caroline BAUMERT, Jean-Michel CROMER, Raphaël EDEL, Joseph EHRHART, Élodie HESTIN, Valérie HIRTZ, Didier METZ, Philippe SCHMITT et Benoît SPITZ.

Absents excusés : Joanne ALBRECHT, Dominique LEHMANN, Céline MASTRONARDI, Norbert RIESTER

Procurations : Dominique LEHMANN à Jean-Michel CROMER
 Norbert RIESTER à Anne DIETRICH

Secrétaire de séance : le conseil municipal désigne, à l'unanimité, Joseph EHRHART, comme secrétaire de séance.

COMMUNICATIONS

M. le Maire fait part au Conseil des réunions et événements qui ont eu lieu depuis le dernier Conseil municipal.

ADOPTION DU COMPTE RENDU DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 2 MARS 2023

Le compte rendu est adopté à l'unanimité

N° 1

RETRAIT DE LA DÉLIBÉRATION N°2 DU 2 MARS 2023 : DEMANDE D'ACQUISITION D'UNE PARTIE DU CHEMIN JUDENGAESSEL

- Vu la délibération du 2 mars 2023 par laquelle le Conseil municipal décide de déclasser provisoirement le chemin Judengaessel de la voirie communale afin de vendre une partie du chemin à Mme Anny FRIEDERICH, domiciliée à Stotzheim, suite à sa demande, dans le cadre de son projet foncier,
- Entendu les explications de M. le Maire qui informe les membres des informations reçues de la DDT et de la Préfecture,
 - Le Judengaessel n'est pas un chemin mais une rue,
 - La transformation (déclassement de la rue pour la vente) porte atteinte à la commodité de la circulation ; une enquête publique est nécessaire,
 - La motivation du déclassement et de la vente pose un problème de légalité du fait qu'il s'agit d'un intérêt privé et non public,
 - La saisie du domaine pour l'estimation du prix de vente était fortement recommandée,

Vu les informations reçues, M. le Maire propose aux membres du Conseil le retrait de la délibération n°2 du 2 mars 2023 : demande d'acquisition d'une partie du chemin Judengaessel,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE de retirer la délibération n°2 du 2 mars 2023 concernant la demande d'acquisition d'une partie du chemin Judengaessel,
- PRÉCISE que le retrait entraîne l'annulation des décisions prises à ce sujet,

- CHARGE le Maire d'informer le demandeur de cette décision.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 2

SUBVENTION AUX ASSOCIATIONS LOCALES

- Vu les budgets précédents,
- Considérant que le Conseil souhaite soutenir les associations locales justifiant d'une activité en leur octroyant une subvention de fonctionnement,
- Considérant que des associations n'ont pas transmis leur compte rendu 2021 et 2020,
- Considérant néanmoins l'activité des associations,
- Considérant la nécessité de soutenir les associations locales,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE d'allouer une subvention de 250 euros à chaque association locale en activité, pour l'exercice 2023,
- SUBORDONNE le versement de cette subvention au dépôt en Mairie, par chaque association, d'un rapport d'activité 2022,
- PRÉCISE que l'Association ACMECS, association communale, ne percevra pas de subvention annuelle,
- DÉCIDE d'allouer la subvention 2022 et 2021 aux associations ayant transmis leur compte rendu 2020 et 2021 hors délais de fin d'exercice, selon les délibérations prises à ce sujet pour l'exercice concerné,
- PRÉCISE que les crédits nécessaires seront inscrits au compte 65748 du Budget Primitif 2023.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 3

SUBVENTION 2023 À L'ASSOCIATION FONCIÈRE DE STOTZHEIM

- Vu le budget précédent,
- Considérant que l'Association Foncière a bénéficié les années précédentes d'une subvention communale pour l'entretien des chemins agricoles aussi utilisés pour l'accès en forêt,
- Considérant que cette subvention doit être instaurée par délibération du Conseil municipal,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- ALLOUE une subvention de 6 100 € à l'Association Foncière de Stotzheim pour l'année 2023,
- DIT que les crédits seront inscrits au compte 65748 du Budget Primitif 2023.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 4

CRÉDITS DE FONCTIONNEMENT DES ÉCOLES ET DE LA BIBLIOTHÈQUE MUNICIPALE

- Considérant les crédits consommés en 2022 et les budgets précédents,
- Entendu l'avis des conseillers sur la reconduction ou l'augmentation des crédits de fonctionnement des écoles et de la bibliothèque,
- Vu le don reçu de 300 euros pour la bibliothèque en 2022,
- Considérant que la Commune prend en charge les différents achats des écoles et notamment les achats de mobilier, matériels divers et informatique,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- APPROUVE les propositions de crédits alloués au fonctionnement des écoles et de la bibliothèque qui seront inscrits au budget primitif 2023 comme suit :

- compte 6067 : Fournitures et livres scolaires : 3 100,00 €

- compte 65748 : Subvention Coopérative école primaire : 400,00 €
- compte 65748 : Subvention Coopérative école maternelle : 400,00 €
- compte 6065 : Bibliothèque : 3 400,00 €

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 5

DEMANDE DE SUBVENTION DE L'UNION MUSICALE DE STOTZHEIM

- Vu la demande de subvention de l'Union Musicale de Stotzheim pour l'achat de pupitres pour l'association,
- Vu la facture présentée pour cet achat,
- Considérant qu'il y a lieu de soutenir les associations locales,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE d'accorder une subvention d'un montant de 500 € (cinq cents euros) pour l'achat de pupitres à l'Union Musicale de Stotzheim,
- DIT que cette subvention sera inscrite au compte 65748 du Budget Primitif 2023.

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ DES VOIX

12 voix pour – 1 abstention

N° 6

SUBVENTION POUR RAVALEMENT DE FACADES

- Vu la délibération du 5 novembre 2001 fixant les taux en euros et les critères applicables à compter du 1er janvier 2002 pour le subventionnement des travaux de restauration des bâtiments,
- Vu le dossier de demande de subvention communale pour ravalement de façades présentés par Madame Sandrine FENDER CROMER pour les travaux de peinture et crépis réalisés sur son immeuble sis 5 rue des Mimosas à Stotzheim,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE d'allouer les subventions suivantes :
à Mme Sandrine FENDER CROMER : 60 m² à 5 €, soit 300 €, pour les travaux de peinture et crépis,
- PRÉCISE que cette subvention sera imputée à l'article 65741 prévu au Budget Primitif 2023.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 7

PRÉSENTATION ET VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2022 – COMMUNE ET CCAS

A. COMMUNE

- Vu le compte rendu de la Commission Finances réunie le 9 mars 2023,
- Entendu la lecture du compte administratif 2022 du Budget Principal de la Commune dont les éléments ont été communiqués aux Conseillers municipaux,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- APPROUVE le compte administratif de l'exercice 2022 de la Commune arrêté comme suit :

	DÉPENSES	RECETTES
FONCTIONNEMENT	687 319,23 €	851 569,77 €
INVESTISSEMENT	273 152,82 €	271 156,49 €
Excédent investissement 2021 reporté (001)		131 819,12 €

Section de fonctionnement :

Dépenses	687 319,23 €
Recettes	851 569,77 €
Résultat comptable de l'exercice	164 250,54 €

Section d'investissement :

Dépenses	273 152,82 €
Recettes	402 975,61 €
Résultat de financement	129 822,79 €

*ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ**12 voix pour**Le Maire a quitté la salle et n'a pas participé au vote***B. CCAS**

- Vu la délibération du 30 mars 2022 par laquelle le Conseil municipal décide la dissolution du CCAS au 31/12/2022 et le transfert du budget du CCAS à la Commune,
- Entendu la lecture détaillée article par article du compte administratif 2022 dont les éléments ont été communiqués aux membres du Conseil d'administration,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- APPROUVE le Compte Administratif de l'exercice 2022 du Centre Communal d'Action Sociale arrêté comme suit :

Section de Fonctionnement

Dépenses :	76,00 €
Recettes :	11 136,39 €
Résultat de l'exercice : excédent	11 060,39 €

*ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ**12 voix pour**Le Maire a quitté la salle et n'a pas participé au vote***N° 8****PRÉSENTATION ET VOTE DU COMPTE DE GESTION 2022 – COMMUNE ET CCAS****A. COMMUNE**

- Entendu le Compte de Gestion pour l'exercice 2022 tenu par le Percepteur de la Commune pour l'exercice 2022,
- Considérant qu'il présente des soldes identiques au Compte Administratif 2022 de la Commune,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- APPROUVE le Compte de Gestion établi par le Receveur municipal pour l'exercice 2022.

*ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ***B. CCAS**

- Vu la délibération du 30 mars 2022 par laquelle le Conseil municipal décide la dissolution du CCAS au 31/12/2022 et le transfert du budget du CCAS à la Commune,
- Entendu le Compte de Gestion tenu par le Percepteur du CCAS pour l'exercice 2022,
- Considérant qu'il présente des soldes identiques au Compte Administratif du CCAS,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- APPROUVE le Compte de Gestion du CCAS établi par Receveur municipal pour l'exercice 2022.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

AFFECTATION DU RÉSULTAT D'EXPLOITATION 2022

- Après avoir entendu ce jour le compte administratif et le compte de gestion de l'année 2022,
- Statuant sur l'affectation du résultat de fonctionnement de l'exercice 2022,
- Vu le résultat d'exécution du budget principal de la Commune,
- Constatant que le résultat d'exécution du budget principal de la Commune présente un excédent d'investissement de 122 829,79 € et un excédent de fonctionnement de 164 250,54 €,
- Vu le résultat d'investissement 2021 d'un montant de 131 819,12 €
- Vu les restes à réaliser pour l'exercice 2023, d'un montant de 200 000 euros au compte 2151,
- Constatant le déficit d'investissement de l'exercice 2022 de 1 996,33 €,
- Considérant qu'il convient de couvrir l'autofinancement d'un montant de 70 177,21 € à l'article 1068,
- Vu la délibération du 30 mars 2022 par laquelle le Conseil municipal décide la dissolution du CCAS au 31/12/2022 et le transfert du budget du CCAS à la Commune,
- Constatant que le compte administratif présente un excédent de fonctionnement de 11 060,39 €, du CCAS,
- Considérant que le résultat de fonctionnement du CCAS est intégré au Budget de la Commune,
- Vu la proposition émise par le Conseiller aux Décideurs Locaux,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE d'affecter ces résultats comme suit :

. affectation au compte 1068 :	70 177,21 €
. report en investissement (recettes) au compte 001:	129 822,79 €
Report en fonctionnement (recettes) au compte 002 :	105 133,72 €

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 10

VOTE DES TAUX D'IMPOSITION 2023 POUR LES TAXES DIRECTES LOCALES

- Vu la délibération du 30 mars 2022 par laquelle le Conseil municipal avait fixé les taux des impôts à :

. Taxe foncière (bâti) :	19,84 %
. Taxe foncière (non bâti) :	37,78 %

Depuis 2020, le taux de TH était figé à sa valeur de 2019 jusqu'en 2022 inclus suite à la réforme de la fiscalité directe locale.

À compter de 2023, le taux de TH (sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale) peut à nouveau être voté et modulé par les collectivités locales en référence à l'article 1636 B sexies du CGI.

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE de maintenir les taux d'imposition en 2023 par rapport en 2022 et de les porter à :

. Taxe foncière (bâti) :	19,84 %
. Taxe foncière (non bâti) :	37,78 %
Taxe d'habitation :	13,23 %

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

FORMATION DES ÉLUS LOCAUX ET FIXATION DES CRÉDITS

- Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2123-12 et suivants et R.4135-19-1 et suivants,
- Vu la loi n°92-108 du 3 février 1992 relative aux conditions des mandats locaux,
- Vu la loi n°2015-366 du 31 mars 2015 visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat,
- Vu le décret n°2016-870 du 29 juin 2016 relatif aux modalités d'application du droit individuel à la formation des titulaires de mandats locaux,
- Considérant que les membres d'un Conseil municipal ont droit à une formation adaptée à leurs fonctions,
- Considérant que les frais de formation des élus constituent une dépense obligatoire pour la commune,
- Considérant que le montant des dépenses de formation ne peut être inférieur à 2 % et ne peut excéder 20 % du montant des crédits ouverts au titre des indemnités de fonction susceptibles d'être allouées aux élus de la commune,
- Considérant que le montant des crédits ouverts au titre du Budget Primitif de l'année 2023 pour les indemnités des élus, article 6531, s'élève à 40 000 €,
- Entendu M. le Maire qui rappelle que conformément à l'article L 2123-13 du code général des collectivités territoriales, chaque élu ne peut bénéficier que de 18 jours de formation sur toute la durée du mandat et quel que soit le nombre de mandats qu'il détient,
- Entendu la proposition du Maire de reconduire pour l'année 2023 les mêmes crédits alloués pour l'année 2022,
- Considérant que les crédits alloués en 2023 feront l'objet d'une nouvelle concertation,
- Considérant que ce crédit sera réparti à égalité entre tous les élus qui sollicitent une formation à condition que celle-ci soit dispensée pour un organisme agréé par le Ministère de l'Intérieur conformément à l'article R4135-19-1 du Code général des collectivités territoriales,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- ADOPTE le principe d'allouer dans le cadre de la préparation du budget une enveloppe budgétaire annuelle à la formation des élus municipaux d'un montant égal à 2% du montant des indemnités des élus,
- PRÉCISE que la prise en charge de la formation des élus se fera selon les principes suivants :
 - Agrément des organismes de formations,
 - Dépôt préalable aux stages de la demande de remboursement précisant l'adéquation de l'objet de la formation avec les fonctions effectivement exercées pour le compte de la Commune,
 - Liquidation de la prise en charge sur présentation de justificatifs de dépenses,
 - Répartition des crédits et de leur utilisation sur une base égalitaire entre les élus,
- PRÉCISE que les élus absents aux formations auxquelles ils se sont inscrits devront rembourser la Commune les frais réglés afférents à cette absence,
- DÉCIDE selon les capacités budgétaires de prévoir chaque année l'enveloppe financière prévue à cet effet.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

FONGIBILITÉ DES CRÉDITS

La nomenclature budgétaire et comptable M57 prévoit la possibilité, pour l'assemblée délibérante, d'autoriser l'exécutif à procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre (hors dépenses de personnel), au sein de la section d'investissement et de la section de fonctionnement, dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune de ces sections.

Ces mouvements de crédits ne doivent pas entraîner une insuffisance de crédits nécessaires au règlement des dépenses obligatoires sur un chapitre.

Ces virements de crédits doivent faire l'objet d'une décision expresse de l'exécutif, qui doit être transmise au représentant de l'État pour être exécutoire dans les conditions de droit commun. Cette décision doit également être notifiée au comptable.

L'exécutif de l'entité informe l'assemblée délibérante de ces mouvements de crédits, lors de sa plus proche séance.

- Vu la délibération du 10 février 2022 d'adoption, par anticipation à compter du 1er janvier 2023 de la nomenclature budgétaire et comptable M57,
- Vu les dispositions de la nomenclature budgétaire et comptable M57,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- AUTORISE le Maire à :
 - À compter de l'exercice 2023, procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre (hors dépenses de personnel), au sein de la section d'investissement et de la section de fonctionnement, dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chacune de ces sections, sous réserve que ces mouvements de crédits n'entraînent pas une insuffisance de crédits nécessaires au règlement des dépenses obligatoires sur un chapitre,
 - Signer les décisions et documents utiles pour les transmettre au représentant de l'Etat, et les notifier au comptable du SGC de SÉLESTAT pour mise en œuvre.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 13

PRÉSENTATION ET VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2023

- Vu la délibération de ce jour par laquelle le Conseil municipal a approuvé le compte administratif et le compte de gestion de l'exercice 2022 de la Commune et du CCAS,
- Vu la délibération de ce jour d'affectation du résultat d'exploitation 2022 du CCAS et de la Commune,
- Vu la délibération du 30 mars 2022 par laquelle le Conseil municipal décide la dissolution du CCAS au 31/12/2022 et le transfert du budget du CCAS à la Commune,
- Vu le compte rendu de la Commission Finances réunie le 9 mars 2023,
- Entendu la lecture détaillée article par article du Budget Primitif 2023 dont les éléments ont été communiqués aux Conseillers municipaux,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- APPROUVE le Budget Primitif de l'exercice 2023 de la Commune arrêté comme suit :

	DÉPENSES	RECETTES
FONCTIONNEMENT	843 534,00 €	843 534,00 €
<i>Virement entre sections (023)</i>	<i>105 133,72 €</i>	
Excédent fonctionnement 2022 reporté (002)		105 133,72 €
INVESTISSEMENT	1 260 279,22 €	1 025 322,71 €
Excédent investissement 2022 reporté (001)		129 822,79 €
<i>Virement entre sections (021)</i>		<i>105 133,72 €</i>

Recettes de fonctionnement	948 667,72 Euros
Recettes d'investissement	1 260 279,22 Euros
Total des Recettes	2 208 946,94 Euros
Dépenses de fonctionnement	948 667,72 Euros
Dépenses d'investissement	1 260 279,22 Euros
Total des Dépenses	2 208 946,94 Euros

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

ACQUISITION DE LA PARCELLE CHRISTEN : MODIFICATION

- Vu la délibération du 30 novembre 2022 par laquelle le Conseil municipal décide d'acquérir une partie de la parcelle cadastrée section 7, parcelle 73, proposée par M. Rémy CHRISTEN, d'environ 7 m²,
- Considérant la délibération prise présente une erreur de référence cadastrale ; la parcelle concernée sont les parcelles cadastrées section 7 n°44 et 45, appartenant à M. Rémy CHRISTEN,
- Considérant par conséquent qu'il est nécessaire de modifier la délibération prise à ce sujet,
- Vu l'article R332-15 du Code de l'Urbanisme stipulant que la cession de terrain faite en vue de l'élargissement des voies publiques ne peut plus être exigée depuis la décision du Conseil Constitutionnel du 22 septembre 2010 (n° 201-33 QPC),
- Vu les articles L. 1311-9 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales stipulant que les terrains doivent être achetés par la collectivité aux propriétaires fonciers soit par voie amiable, soit par voie d'expropriation,

le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- ANNULE ET REMPLACE la délibération du 30 novembre 2022 de l'acquisition de la parcelle CHRISTEN comme suit :
- DÉCIDE d'acquérir une partie de la parcelle cadastrée section 7, parcelles 44 et 45, proposée par M. Rémy CHRISTEN, d'environ 18 m²,
- FIXE le prix d'acquisition pour ce terrain de voirie destiné à être intégré dans le Domaine Public communal à 1 (un) euro pour l'ensemble de la parcelle,
- AUTORISE le Maire à signer l'acte de vente à intervenir,
- DIT que les frais de notaire, frais de géomètre associés et tous frais relatifs à la transcription seront à la charge de la Commune,
- INDIQUE que le terrain sera classé en voirie communale.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 15

PLANTATION RUE DU BAS-VILLAGE

- Vu la délibération du 2 février 2023 par laquelle le Conseil municipal décidait de solliciter des devis supplémentaires pour les plantations au Bas-Village,
- Vu les devis reçus,
- Vu l'absence de M. RIESTER, Adjoint, en charge du dossier,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE de reporter au prochain Conseil municipal.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 16

SERVICE MINIMUM D'ACCUEIL

- Entendu M. le Maire qui expose aux membres du Conseil municipal les faits :

La loi instituant un droit d'accueil a été promulguée par le Parlement le 20 août 2008. Le principe de la loi est défini dans l'article 2 : « Tout enfant scolarisé dans une école maternelle ou élémentaire publique ou privée sous contrat est accueilli pendant le temps scolaire pour y suivre les enseignements prévus par les programmes. Il bénéficie gratuitement d'un service d'accueil lorsque ces enseignements ne peuvent lui être délivrés en raison de l'absence imprévisible de son professeur et de l'impossibilité de le remplacer. Il en est de même en cas de grève (...) ». Le SMA résulte d'une convention passée entre l'État et les communes, pour accueillir les enfants, les jours de grève, pendant les heures habituelles d'enseignement. Les communes qui assurent le service d'accueil minimum sont remboursées à hauteur de 90 euros par groupe de 15 enfants. Les jours de grève, les enfants sont accueillis même si leur

enseignant est absent pour fait de grève. L'accueil est assuré par les personnels de l'Etat dans le cas où le nombre prévisionnel de grévistes d'une école est inférieur à 25%. Dans le cas contraire (nombre de grévistes supérieur à 25 %) l'accueil est assuré par le personnel de la commune.

La Commune de Stotzheim, issue de la nouvelle mandature, n'a pas délibéré à ce jour sur le service minimum d'accueil.

Vu les grèves récentes, il est nécessaire qu'une délibération soit prise à ce sujet pour définir la liste des personnes proposées pour le service minimum d'accueil en cas de grève.

- Entendu M. le Maire qui informe les membres du Conseil qu'une demande a été transmise aux membres du Conseil municipal, à des parents d'élèves, à des administrés membre d'une association de famille et des enseignants à la retraite,
- Vu les candidatures reçues,
- Entendu les avis des conseillers,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE d'organiser le service minimum d'accueil de l'école maternelle et élémentaire selon les dispositions suivantes :
 - Les personnes candidates suivantes sont retenues pour assurer le service minimum d'accueil de l'école maternelle et élémentaire en cas de grève :
 - Mme Anne THEOBALD épouse DIETRICH, Adjointe au Maire, retraitée
 - Mme Françoise OHL épouse RIESTER, retraitée
 - Mme Céline SANDNER épouse MASTRONARDI, membre du Conseil municipal, retraitée
 - Mme Elisabeth PHILIPP, enseignante retraitée, membre de l'UDAF et de l'AGF,
 - M. Norbert RIESTER, Adjoint au Maire, retraité
 - Il sera demandé aux parents de s'inscrire au préalable afin de pouvoir organiser le service,
 - Les enfants présents seront accueillis dans la salle de classe de l'enseignant gréviste,
 - Il sera demandé à la directrice de l'école de mettre à disposition de la personne en charge du service les fiches d'urgence,
 - Les personnes en charge du service pourront être assistées de l'ATSEM titulaire et contractuelle,
 - Un ordre de mission sera établi pour la personne en charge du service
- PRÉCISE que la liste des candidats retenus pour le service minimum d'accueil sera transmise à l'Éducation Nationale,
- PRÉCISE que l'activité et les personnes en charge du service seront couvertes par l'assurance communale,
- PRÉCISE que l'engagement de candidats retenus sera valable jusqu'à la fin du mandat en cours, soit jusqu'en mars 2026,
- DÉCIDE de proposer à l'ensemble de la population d'être candidat au service minimum d'accueil des écoles,
- PRÉCISE que les candidats devront fournir les éléments suivants :
 - Coordonnées,
 - Motivation pour être candidat
- PRÉCISE que l'information sera insérée dans le prochain bulletin municipal, ainsi que sur le site Internet et la page Facebook de la Commune,
- PRÉCISE que les candidatures devront être déposées en mairie avant le 30/04/2023,
- DIT que les candidatures seront examinées et présentées au prochain Conseil municipal en vue d'une adjonction à la liste établie à la présente séance,

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

CRÉATION D'EMPLOIS SAISONNIERS

- Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes et de leurs établissements publics,
- Vu la loi 84-53 du 26 janvier 1974 portant statut de la Fonction Publique Territoriale,
- Vu l'article 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, en vertu de laquelle les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou établissement et que celui-ci doit mentionner sur quel grade il habilite l'autorité à recruter,
- Considérant les congés estivaux des agents communaux,
- Considérant qu'en raison du surcroît de travail conséquent au fleurissement estival de la commune il y aurait lieu de créer deux emploi(s) saisonnier(s) d'ouvrier d'entretien des espaces verts et fleuris,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE de créer un emploi saisonnier, en tant qu'adjoint technique territorial, l'un du 3 au 31 juillet 2023, l'autre du 1^{er} au 30 août 2023 ; les attributions consisteront à l'entretien du fleurissement dans le village,
- PRÉCISE qu'une fiche de poste sera établie pour le travail des emplois saisonniers,
- PRÉCISE que la durée hebdomadaire de l'emploi sera de 35 heures/semaine,
- DÉCIDE que la rémunération se fera sur la base de l'indice brut et majoré du grade d'adjoint technique territorial,
- PRÉCISE que le contrat d'engagement sera établi sur les bases de l'application de l'article 3, 2° de la loi du 26 janvier 1984 modifié pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité,
- PRÉCISE que la Commune fixe 4 jours d'essai pour l'emploi et se réserve le droit de mettre fin au contrat en cas de non satisfaction de la personne engagée, clause prévue dans le contrat d'embauche,
- CHARGE le Maire d'assurer la publicité de vacance de l'emploi auprès du centre de gestion,
- CHARGE le Maire de diffuser l'annonce dans le bulletin municipal,
- PRÉCISE que les candidatures devront être déposées en mairie avant le 30 avril 2023 inclus,
- PRÉCISE que les jeunes ayant 16 ans au 1^{er} juillet 2023 peuvent postuler.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 18

DIVERS ET COMMUNICATION

18.1. Comptes rendus des Commissions Communales

Commission « Des Lumières » : les membres se sont réunis le 8 mars 2023 pour rencontrer M. LEBEL de LMS Ingénierie dans le cadre du projet de remplacement des luminaires en led. Mme Anne DIETRICH, Adjointe au Maire, fait le compte rendu de la réunion.

Commissions Réunies : les membres se sont réunis le 23 mars 2023 pour la présentation du projet pylône par le responsable d'ATC France. M. le Maire présente le courriel et proposition reçue d'ATC France suite à la réunion. Il est décidé de reporter ce point à un prochain conseil.

Commissions Réunies les membres se sont réunis le 27 mars 2023 pour la présentation du diagnostic et des pistes d'amélioration de la circulation et du stationnement dans le village par M. Lavaud de l'ATIP.

La prochaine Commission Jeunesse aura lieu le vendredi 31 mars 2023 pour le Conseil Municipal des Jeunes.

18.2. Compte rendu des écoles

M. le Maire présente aux membres le compte rendu du conseil de l'école maternelle qui a eu lieu le 23 mars 2023.

M. le Maire présente aux membres le compte-rendu du conseil de l'école élémentaire qui a eu lieu le 13 mars 2023.

18.3. Renouvellement du contrat de l'ATSEM contractuel

M. le Maire fait part des effectifs prévus pour la prochaine rentrée scolaire. A ce titre, il sollicite l'avis des conseillers pour le contrat de Mme Kirmser pour la prochaine année scolaire. Vu les effectifs prévus, il est décidé de renouveler le contrat de Mme KIRMSER. Il est proposé de renouveler le contrat sur un échelon supérieur. Les membres chargent le Maire d'informer Mme Kirmser. Le centre de gestion sera sollicité pour le renouvellement du contrat.

18.4. Maîtrise d'œuvre projet de renouvellement de l'éclairage public

Mme Anne DIETRICH, Adjointe, présente aux membres la proposition reçue de M. LEBEL de LMS Ingénierie suite à la réunion du 8 mars. Mme DIETRICH informe avoir pris contact avec M. JACQUES de la Communauté des Communes du Pays de Barr afin d'avoir d'autres contacts pour pouvoir solliciter d'autres offres de maîtrise d'œuvre.

Divers :

- M. le Maire présente aux membres les remerciements des membres de la bibliothèque pour le changement de luminaires effectué.
- M. le Maire fait part aux membres de la demande de M. WELTERLIN concernant les arbres tombés au Waldele. M. EDEL Raphaël, membre du Conseil, propose de se rendre sur place pour faire le constat des arbres afin d'établir des lots pour la prochaine vente de bois. Le Conseil donne son accord.
- M. le Maire fait part de la dangerosité de la sortie rue des Lilas, près du cabinet du Dr Gross. Il propose la mise en place d'un stop à la place de la priorité actuellement en place. Le Conseil donne son accord et charge le Maire de procéder à la mise en place de la nouvelle réglementation routière pour la sortie sur RD5 de la rue des Lilas.
- M. Jean-Michel CROMER, membre du Conseil, demande des informations concernant le dossier des aires de repos A35. M. le Maire informe qu'il contactera Mme ERNST à ce sujet.
- Mme Valérie HIRTZ, membre du Conseil, demande l'affectation de 3000 € pour le Conseil Municipal des Jeunes. Mme Anne DIETRICH, Adjointe au Maire, lui fait part que la Commission Jeunesse doit présenter un budget annuel du CMJ afin de pouvoir prévoir les crédits nécessaires en fonctionnement et/ou en investissement selon les projets.

La séance est levée à 22 h 50

***Délibération certifiée exécutoire compte tenu
de sa télétransmission le 11 avril 2023***

***Extrait certifié conforme,
Le secrétaire de séance***

Le Maire

